

## **MARCHÉS PUBLICS DE SERVICES**

### **APPEL D'OFFRES OUVERT**

# **ACQUISITION PAR VOIE AÉRIENNE DE DONNÉES LIDAR HAUTE DENSITÉ SUR LA MARTINIQUE ET TRAITEMENT DE CES DONNÉES**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**GBM N° 25057**

**Date et heure limites de réception des offres :  
Mercredi 22 octobre 2025 à 12h00 (heure de Paris)**

**Service responsable de la passation du marché :**

Secrétariat général  
Service des achats et des marchés  
Département des marchés  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé CEDEX

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – CONTENU DU PLI.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - OUVERTURE DU PLI – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 – DOCUMENTS A FOURNIR EN VUE DE L’ATTRIBUTION DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 – TRIBUNAL COMPÉTENT.....</b>	<b>9</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur l'acquisition de données LiDAR haute densité par voie aérienne sur La Martinique, accompagnées de métadonnées.

Les prestations demandées comprennent l'acquisition LiDAR ainsi que la mise en géométrie des nuages de points bruts.

Les données ainsi produites seront utilisées par l'IGN dans le cadre du programme national LiDAR Haute Densité.

## ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE

### Nature et mode de passation :

Le présent marché public de services est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

### Forme :

Le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, c'est à dire d'une décomposition en lots séparés. Ce marché sera attribué à un opérateur économique.

### Durée :

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification.

La mise en place opérationnelle du dispositif d'acquisition LIDAR du titulaire doit s'achever au plus tard **le 15 janvier 2026**.

La fin des acquisitions est fixée au plus tard au **16 avril 2026**.

Le marché prend fin une fois acquis, traités et validés tous les blocs d'acquisition composant le marché.

La durée du marché est estimée à douze mois suivant sa date de notification.

### Mode d'exécution :

Le cas échéant, des acquisitions LiDAR complémentaires autour des ZICAD (désignées sous le vocable de « facteurs impondérables ») pourront être commandées.

Le marché est ainsi décomposé en une partie forfaitaire correspondant au volume des prestations de mobilisation du dispositif d'acquisition, de points terrain, d'acquisitions et de traitements à réaliser pour produire l'ensemble des blocs du marché et en une partie éventuelle, variable, à prix unitaires, correspondant aux acquisitions de facteurs impondérables.

L'ensemble de ces prestations sont récapitulées dans le fichier au format Excel nommé « Offre financière ».

### Variantes et prestations supplémentaires éventuelles :

Les variantes ne sont pas autorisées.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

#### Nomenclature communautaire (CPV) :

72319000-4 : Services de fourniture de données

72310000-1 : Services de traitement de données

## **ARTICLE 3 – MODALITES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT**

Les modalités de paiement sont détaillées dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN, constituées d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

## **ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**

#### Pièces constitutives du DCE :

Le dossier de consultation des entreprises contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses 5 annexes :
  - o Annexe 1 : Proposition de plan de l'offre technique ;
  - o Annexe 2 : Livraison et format des points terrain ;
  - o Annexe 3 : Format des nuages de points ;
  - o Annexe 4 : Dallage ;
  - o Annexe 5 : Emprise.
- L'offre financière ;
- La lettre de candidature (DC1) ;
- La déclaration du candidat (DC2).

#### Conditions d'obtention du DCE :

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable par les candidats dans son intégralité à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

#### Modification du DCE et renseignements complémentaires :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les candidats peuvent transmettre leurs questions depuis le profil d'acheteur jusqu'au :

**Lundi 13 octobre 2025**

Si la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes quant aux questions et aux modifications du DCE sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 5 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

### Profil d'acheteur :

Les plis doivent être déposées par voie électronique sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Un guide d'utilisation est mis à disposition des candidats à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

En cas de difficulté, les candidats peuvent solliciter le service d'assistance en ligne à l'adresse suivante (service de support ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de réception délivré par le profil d'acheteur.

Le téléchargement de l'offre complète doit être terminé avant la date et l'heure limites de réception des offres. Les téléchargements de dossiers terminés après cette date et heure seront hors délai.

La signature électronique des documents n'est pas requise au stade de la remise des candidatures et des offres.

### Formats acceptés :

Les formats acceptés sont : Acrobat (.pdf) ; RTF (.rtf) ; Microsoft Word (.doc ou .docx) sans macro ; Microsoft Excel (.xls ou .xlsx) sans macro ; Suite Libre Office ; Images GIF ou JPEG ; Documents Shape (.shp, .shx, .dbf et .prj) ; Fichiers zippés ne contenant que les formats précédents.

Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter.

Tout autre format utilisé pourra entraîner le rejet de l'offre en cas d'impossibilité de lecture des documents.

### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres soit sur un support papier, soit sur un support physique électronique, soit par voie électronique.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde »

« Intitulé et numéro de la consultation »

« Nom du candidat »

La copie de sauvegarde peut être envoyée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception (lettre recommandée avec avis de réception postal, service de messagerie express) ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN)

Service des Achats et des Marchés

Département des Marchés

Bâtiment A – Bureau 178

Les plis devront parvenir à destination à l'adresse indiquée avant les dates et heures limites pour la réception des offres.

Hors jours non travaillés à l'IGN et hors circonstances exceptionnelles, les réceptions sont assurées du lundi au jeudi de 9 heures à 17 heures, le vendredi de 9 heures à 16 heures.

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

## ARTICLE 6 – CONTENU DU PLI

Afin de faciliter la lecture et l'appréciation des documents, il est demandé aux candidats de présenter séparément les éléments de la candidature et les éléments de l'offre comme indiqué ci-dessous.

La proposition des candidats sera rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français conforme à l'original.

### Dossier de la candidature :

Chaque candidat doit remettre les documents suivants :

- **Lettre de candidature** (DC1) présentant le candidat seul ou, le cas échéant, les membres du groupement et le mandataire ;
- **Déclaration du candidat** (DC2) individuel ou de chaque membre du groupement ;
- Capacité économique et financière du candidat :
  - o **Chiffre d'affaires** global sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Capacités techniques et professionnelles du candidat :
  - o Une **liste des principaux services** fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

### Cotraitance et sous-traitance :

- En cas de cotraitance (groupement conjoint ou solidaire)

Aucune forme de groupement n'est imposée.

En cas de groupement, le candidat fournit une seule lettre de candidature (DC1) et une déclaration du candidat (DC2) pour chaque membre. Il précise également dans l'acte d'engagement la répartition des prestations entre les membres du groupement.

Le cas échéant, le candidat fournit un DUME (document unique de marché européen) pour chaque membre.

Le cas échéant, les candidats devront indiquer dans l'acte d'engagement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et à ses co-traitants.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

- En cas de sous-traitance

Pour renforcer la capacité du candidat au stade de sa candidature, le candidat individuel ou tout membre d'un groupement peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques (sous-traitant, filiale, etc.).

Dans ce cas, il doit :

- Justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques qui fourniront les mêmes documents que ceux demandés au candidat ;
- Fournir le contrat de sous-traitance, occulté de toute mention qui n'aurait pas à être transmise au stade des candidatures, notamment le prix, ou un engagement écrit du sous-traitant ;
- Fournir une attestation sur l'honneur du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, ou règles d'effet équivalent pour les candidats établis hors de France.

Chaque sous-traitant présenté par le candidat devra faire l'objet d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance fourni dans le DCE. Ce DC4 constitue alors une annexe à l'acte d'engagement du soumissionnaire.

L'acheteur public est libre de refuser un sous-traitant, s'il motive sa décision.

Si l'acheteur public ne s'y est pas expressément opposé, la notification du marché public vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement prévues.

#### Dossier d'offre :

Chaque candidat doit fournir les documents suivants :

- **Acte d'engagement** ;
- **Offre financière**, pouvant être accompagnée d'une décomposition du forfait ;
- **Offre technique**, pouvant reprendre la proposition de plan annexée au CCP ;
- Le cas échéant, un ou plusieurs formulaires DC4 de déclaration de sous-traitance.

La personne signataire doit avoir la capacité juridique d'engager la société qu'elle représente (si le signataire n'est pas un représentant légal de la société, un document attestant que la personne signataire a le pouvoir d'engager la société devra être fourni sur demande de l'acheteur public).

Tout élément d'offre technique et financière incomplet ou insuffisamment renseigné pourra entraîner l'élimination de l'offre. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

## **ARTICLE 7 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de quatre mois à compter de la date limite fixée pour la réception des plis.

## ARTICLE 8 - OUVERTURE DU PLI – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### Examen des candidatures :

Les candidatures seront appréciées en fonction des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui constate que les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la procédure sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-dessus ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

### Examen des offres :

Les offres seront considérées comme recevables à condition de n'être ni irrégulières ni inacceptables ni inappropriées. Toutefois, pour ce qui est des offres irrégulières, l'acheteur public pourra, s'il le souhaite, demander aux soumissionnaires concernés de régulariser les éléments régularisables de leur offre.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondérations
<b>Valeur financière</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Prix forfaitaire (45 points)</li><li>- Prix unitaire de la partie variable (5 points)</li></ul>	<b>50 points</b>
<b>Valeur technique</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Structure industrielle (5 points)</li><li>- Moyens vecteurs et capteurs (10 points)</li><li>- Exécution des acquisitions (5 points)</li><li>- Caractéristiques des acquisitions (10 points)</li><li>- Procédures et réglementation ZICAD (5 points)</li><li>- Processus de mise en géométrie (10 points)</li><li>- Assurance qualité et qualification des travaux réalisés (5 points)</li></ul>	<b>50 points</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 points</b>

Les soumissionnaires seront notés en fonction de leurs propositions sur chacun des critères mentionnés ci-dessus.

Le soumissionnaire retenu est celui qui a obtenu la note globale la plus élevée.



## **ARTICLE 9 – DOCUMENTS A FOURNIR EN VUE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE**

Les documents justificatifs à produire obligatoirement par l'attributaire pressenti sont les suivants :

- Attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale datant de moins de six mois ;
- Attestation de vigilance datant de moins de six mois ;
- Relevé d'identité bancaire.

Si l'attributaire pressenti est un opérateur économique non établi en France, il fournira des attestations équivalentes en vigueur dans l'État où il est établi.

Si l'attributaire pressenti a présenté des sous-traitants, celui-ci devra également produire, pour chaque sous-traitant et pour les contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, les documents énumérés ci-dessus ou des attestations équivalentes si le sous-traitant n'est pas établi en France.

A défaut de production de ces pièces, l'offre du candidat concerné sera rejetée. Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après celle du candidat éliminé est sollicité pour produire les documents exigés.

## **ARTICLE 10 – TRIBUNAL COMPÉTENT**

En cas de litige, le tribunal administratif de Paris est compétent.